# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° 1064 Prix : 3.000 FC
Directeur de Publication : Jacques Famba
Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net
Récépissé n◦MIN/CM/LMO/053/2015


# Union sacrée de la nation : une gageure !

(Lire en page 12)

*POSSIBLE RUPTURE AVEC LE CACH*

## Le FCC prêt pour la cohabi-tation

(Lire en page 2)

*80 ans de Manifeste de Brazzaville*

## Félix Tshisekedi appelle à la solidarité Africaine pour combattre les forces terroristes dans la partie Est de la RDC

(Lire en page 12)

*LINAFOOT D1*

## Mazembe - Maniema Union renvoyé à jeudi

(Lire en page 11)

### ITURI

# Violents combats entre FARDC et CODECO

Des combats se sont poursuivis lundi 26 octobre jusque tard dans la soirée vers Ngwala dans le secteur de Walendu Tatsi, entre les FARDC et les assaillants CODECO de la faction Armée de Libération du Congo (ALC).

Selon des sources militaires, l'armée est en opération de ratissage dans cette zone où les miliciens qui ont été délogés de leur bastion d'Ezekere se sont retranchés en prenant comme bouclier la population locale.

D'après la même source, les forces loyalistes cherchent à libérer cette population composée essentiellement des femmes et des enfants. Lundi, les FARDC ont pilonné plusieurs positions des assaillants qui sont en débandade à Ndrigi, Zambiliti et Mbetsi. Des détonations d'armes lourdes et légères étaient de nouveau entendues vers Délé à la périphérie Sud-Est de Bunia.

Ces affrontements ont entrainé une nouvelle vague de mouvement de populations dans ces entités vers Kotoni à moins de 10 Kilomètres de Bunia sur la route principale de Kasenyi.

Le Porte-parole des FARDC en Ituri a, pour sa part, promis de donner le bilan de ces combats dans les heures qui suivent

**Les casques bleus à la rescousse**

Les casques bleus de la MONUSCO sont engagés depuis samedi 24 octobre aux combats aux côtés des FARDC pour mettre hors d'état de nuire les miliciens de la CODECO à la périphérie de Bunia. Une autre équipe des soldats de la paix est déployée à l'entrée de la ville pour empêcher l'incursion de ces assaillants en vue de protéger les civils.

Cela après l'attaque des assaillants de la CODECO contre deux positions des FARDC vers Dele, à 7 kilomètres de Bunia.

Des sources de la MONUSCO indiquent qu'une patrouille de celle-ci a échangé des tirs avec des éléments qui brulaient une maison dans cette entité. Une unité d'intervention rapide des soldats de la MONUSCO a été envoyée en soutien à la patrouille.

En outre, un hélicoptère armé de la MONUSCO survole presque chaque jour la zone pour dissuader l'incursion de ces rebelles dans la ville.

Cette présence des casques bleus a encouragé des nombreux habitants des localités de Dele et Fichama à regagner leurs milieux.

Par ailleurs, des éléments de la police de la MONUSCO organisent des patrouilles autours des camps de déplacés à Bunia pour rassurer ces personnes qui sont déjà traumatisées par les exactions de la milice CODECO.

Le gouvernement provincial souhaite enfin que cette collaboration soit renforcée pour la stabilisation de cette province où différents groupes armés sont actifs.

### POSSIBLE RUPTURE AVEC LE CACH

# Le FCC prêt pour la cohabitation

Le Front commun pour le Congo (FCC) de l'ancien président Joseph Kabila se dit disposé à appliquer la cohabitation, en cas de rupture avec son allié Cap pour le changement (CACH) du Président Félix Tshisekedi. Selon une source de cette plateforme politique qui a gardé l'anonymat, le FCC tient à conserver sa majorité au Parlement et consolider la cohésion de tous les membres.

Il indique qu'il a été demandé à tous les membres du FCC de rester discrets, " de peur de dévoiler leur stratégie ".

Dans son adresse à la nation, le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, avait laissé entendre qu'aucun engagement politique, de quelque nature que ce soit ne pourra primer sur les prérogatives constitutionnelles et sur l'intérêt supérieur du peuple congolais.

Il avait aussi épinglé quelques blocages que connait la coalition FCC-CACH et a annoncé les consultations de toutes les couches pour créer une union sacrée de la République. Les lieux et les modalités du déroulement de ces consultations ne sont pas encore connu.

Cette annonce a bougé les lignes dans plusieurs états-majors des partis et regroupements politiques. Au FCC, des rencontres stratégiques se multiplient. Lundi 26 octobre, Joseph Kabila a réuni à Kingakati les responsables de tous les regroupement politiques membres de la plateforme.

Joseph Kabila va également rencontrer tous les députés et sénateurs membres du FCC afin de les fidéliser, renseigne une autre source.

Du coté CACH, on estime que les consultations avaient déjà eu lieu dans l'informel avant même l'annonce du chef de l'Etat.

Le camp de LAMUKA multiplie aussi des réunions stratégiques.

Pour la plupart des cadres de l'opposition, LAMUKA ne peut soutenir la démarche du chef de l'Etat que s'il est sincère et le fait uniquement pour l'intérêt supérieur de la nation.

### Evasion à la prison de Beni

# Les enquêteurs fouinent tous les détails

Les enquêteurs de l'auditorat militaire Supérieur près la cour militaire opérationnel du Nord-Kivu s'emploient à retracer les faits pour mieux comprendre le déroulé des évènements de l'attaque de la prison centrale de Kangbayi survenu à Beni, la semaine dernière.

Les premiers éléments de l'enquête, selon des sources judiciaires, montrent que la prison centrale de Kangbayi de Beni a été attaquée entre 3h45' et 5h20' minutes (1h45'-3h20' TU).

Un fait troublant : Les assaillants s'étaient servis d'un groupe électrogène pour alimenter en courant électrique une meuleuse qu'ils ont utilisée pour couper les cadenas des deux portes de la prison.

L'attaque a duré environ 1h20' jusqu'à l'évasion de plus d'un millier de détenus parmi lesquels des combattants ADF et Maï-Maï, sans aucune intervention, ni réaction des militaires et policiers commis à la garde de cette prison centrale.

Bien que la région de Beni soit surmilitarisé d'au moins 20 000 hommes, durant l'attaque, aucun renfort de l'armée ou de la police n'a été envoyé sur les lieux pour la riposte.

Les assaillants ont donc eu le temps de faire ce qu'ils avaient à faire, sans être inquiétés avant de repartir.

Jusqu'à lundi, les enquêteurs poursuivaient l'audition de certains officiers FARDC pour retracer les faits et établir la responsabilité des uns et des autres dans ce disfonctionnement, considéré par certains, comme voulu.

Selon des sources sécuritaires, ces enquêtes risquent de toucher plusieurs officiers des FARDC et de la police, pour des complicités internes.

*Porte principale de la prison centrale de Beni (Nord-Kivu) cassée après une attaque d'hommes armés, ayant occasionné l'évasion d'environ 1300 détenus, mardi 20 octobre 2020. Radio Okapi/ Ph. Marc Maro Fimbo*

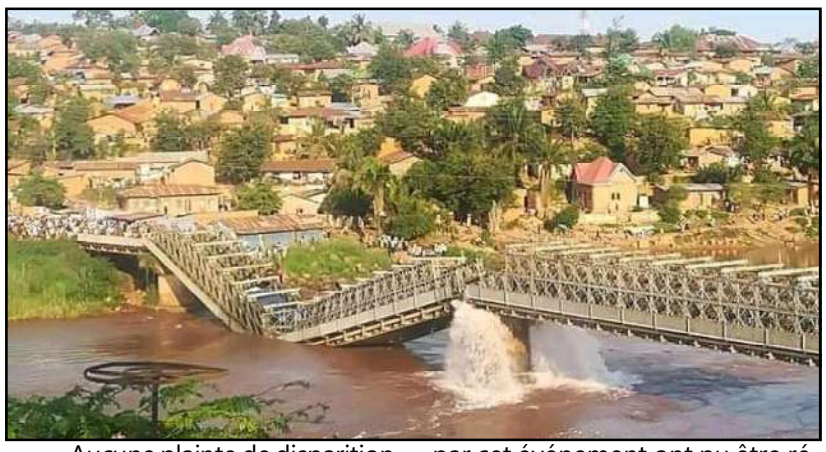
La République
2, Avenue des Entreprises, Immeuble Sema, Gare centrale, Kinshasa-Gombe

**Directeur de Publication**
Jacques Famba
**Coordonnateur de la Rédaction**
Boendy Bo Lokanga
+243999199410
**Collaborateurs**
Boendy BL
Gaston Liande
**Rédaction**
**Enquête et Reportage**
Boendy BL
Jacques Famba
0999307909
**Secrétaire de rédaction**
Beni Joel Dinganga
**technique**
Benoit Mutshipayi
**Secrétaire de rédaction**
**PAO**
Abedi Salumu

**Direction Commerciale et Financière**
Dominique Lumumba
0815011886, 0997440728
**Lubumbashi**
Freddy Tshijika
Jean L. Mwamba
**Distribution**
Bertin Sefu
Senga Jean-Victor
**Vente**
-
**Images**
Dieudonné Kanyinda
Bram's

### Écroulement du pont Kasaï

# Le chef de l'exécutif demande l'ouverture d'une enquête



Aucune plainte de disparition n'a été enregistrée par le comité de suivi mis en place par le gouvernement provincial, depuis l'effondrement du pont Kasaï sur la rivière qui porte le même nom.

Cette catastrophe met non seulement à mal l'environnement, économie et le social de la province du Kasaï mais également l'ensemble de la république pour l'approvisionnement de la partie Est du pays par Kinshasa sur la route nationale N°1.

Toutefois, Dieudonné Pieme condamne l'indiscipline et la défaillance de ses services pour avoir ordonné le passage simultané de deux véhicules faisant un total de plus de 60 tonnes en lieu et place de 15 tonnes prévus pour ce pont.

Pour faire appliquer la loi, le chef de l'exécutif a demandé au procureur général ainsi qu'aux services judiciaires d'ouvrir une enquête afin de déterminer les responsabilités sur les usagers qui étaient pris en flagrant délit de traversée. Mais aussi déterminer le nombre de passants « piétons » sur le pont.

« A ce jour, je peux vous affirmer la main sur le cœur que nous n'avons enregistré ni plainte de disparition, ni décès...la plupart de personnes qui étaient sur le pont et qui étaient traumatisées par cet événement ont pu être récupérées et repêchées », confie le gouverneur Dieudonné Pieme contacté la veille.

Vu l'urgence qui s'impose pour assurer la traversée des personnes et de leurs biens, le gouvernement provincial a pris une série de mesures pour définir la traversée en toute sécurité.

« Nous avons mis en place un comité de crise pour s'assurer de l'embarcation sur les 3 sites : au quartier Braza, port Tite ou abattoir et au niveau des 3Z sous la supervision de la Police nationale congolaise ».

« Cette traversée sera gratuite pour les étudiants, élèves et policiers », ajoute Dieudonné Pieme.

Outre ses mesures, le chef de l'exécutif provincial promet de réaffecter le coc du bac se trouvant au village Katanga à 30 km de la ville de Tshikapa au niveau du pont pour assurer la traversée des véhicules et camions.

Pendant ce temps, plus de 100 mille ménages sont privées d'eau portable sur la colline de Kele suite à la coupure des tuyaux de la régie de distribution d'eau (Regideso) que transportait le pont Kasaï.

**Henock Kavua**
**MEDIA CONGO PRESS**

# Union sacrée: sur qui Tshisekedi peut-il compter ?

**Le chef de l'Etat a annoncé vendredi dernier qu'au courant de cette semaine, il va devoir entamer des consultations de la classe politique et sociale; en vue de constituer «une union sacrée pour la République».**

Celui-ci a justifié cette décision par l'échec de l'accord de la coalition au pouvoir, signé entre le Cap pour le Changement (CACH) et le Front Commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila Kabange.

Félix Tshisekedi dit avoir constaté des divergences persistantes avec ses partenaires, en ce qui concerne la paix et la sécurité nationale; l'indépendance de la justice, l'organisation des élections, l'instauration d'un Etat de droit; la Commission Electorale Nationale Indépendante, le Portefeuille, la Territoriale, ainsi que la Diplomatie.

Mais que compte faire le chef de l'Etat en voulant mettre fin à cette coalition ?

**Formation d'un nouveau Gouvernement**

L"hypothèse la plus probable, c'est ce celle que sous entendent plusieurs, qui pensent que le Chef de l'Etat va mener des consultations de différentes forces politiques au pays; en vue de trouver une majorité à l'Assemblée Nationale, qui lui permettra de nommer un premier ministre de son camp; et une majorité dans le Gouvernement.

Mais ici, la tâche ne semble pas être facile. Ceux qui semblent être prêts à coaliser avec Tshisekedi, ne pourront eux seuls lui donner cette majorité à la chambre basse du Parlement.

Il y a tout d'abord Bahati Lukwebo, avec son AFDC et Alliés, qui a été très vu aux côtés du Chef de l'Etat ces derniers jours. Après sa radiation du FCC, celui-ci a toujours prôné le dialogue pour la bonne marche selon lui, des institutions de la République.

Cependant, celui-ci ne comptait que 41 députés nationaux à l'issue des législatives de décembre 2018, mais il y a eu dédoublement au sein de ce regroupement. Des membres de son parti n'excluent pas le retour de certains dissidents, comme Steve Mbikayi, qui perdraient leurs postes si Lukwebo est pris dans la nouvelle configuration du Gouvernement.

Des leaders de Lamuka ont dernièrement soutenu la prestation de serment de 3 juges constitutionnels nommés par Tshisekedi, et contestés par le FCC..

La coalition Lamuka et d'autres de l'opposition totalisent 102 députés nationaux. Mais certains, comme Fayulu qui a proposé son Plan de sortie de crise, seront difficiles à convaincre.

Le CACH quant à lui ne compte que 47 élus nationaux, dont 16 de l'UNC et Alliés; dont certains militants conditionnent la participation de leur parti aux consultations par la libération de leur leader Vital Kamerhe.

Même dans le cas où Tshisekedi obtient l'adhésion de toutes ces plateformes, il n'aura que 190 députés. Effet, à l'issue des élections de décembre 2018, le FCC a remporté 338 sièges à la chambre basse du Parlement. Sauf débauchage au sein de cette plateforme, là aussi le chef de l'Etat n'aura pas de majorité.

**Démission de Sylvestre Ilunga, dissolution de l'Assemblée nationale**

Selon les proches de Tshisekedi, le Président pourrait se passer de cette majorité, en nommant un premier ministre de son obédience, et en restructurant le Gouvernement. Mais ici, il devrait avoir le l'accord des différentes forces vives et sociales qu'il a promis de consulter.

Plusieurs structures citoyennes ont en effet soutenu les consultations annoncées par Président de la République. De la CENCO qui exige cette fois la sincérité et l'intérêt du peuple, à l'ECC qui a promis de transmettre ses propositions; beaucoup semblent être prêts à tout dialogue, qui permettra de dénouer la crise actuelle au pays.

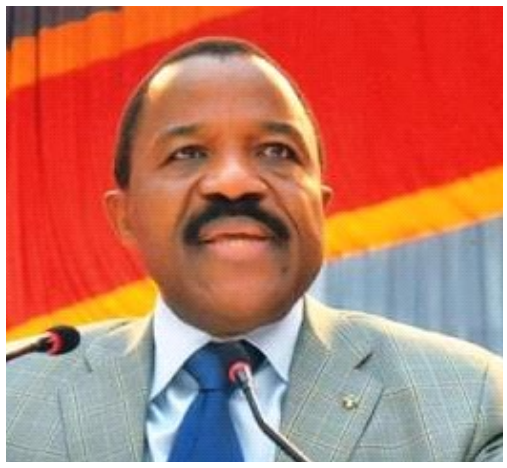
Pendant ce temps, le camp de Tshisekedi multiplie des réunions dont l'issue reste jusqu'ici un mystère. Dans le pire des scénarios, certains disent craindre Tshisekedi ne pousse le Premier Ministre à la démission; afin de désigner le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur Gilbert Kankonde (UDPS) comme Premier Ministre intérimaire; et provoquer ainsi une crise entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale, en vue de sa dissolution.

Mais le FCC qui contrôle encore une majorité de députés et de sénateurs; et plusieurs responsables des services de sécurité et institutions étatiques, n'est pas prêt à céder. L'on apprend que Joseph Kabila a convoqué ce lundi 26 octobre 2020 à Kingakati, les présidents des regroupements politiques membres du FCC.

**Museza Cikuru**
**MEDIA CONGO PRESS**

***Consultations politiques***

# H. Lokondo prêt à répondre à l'invitation, seul ou avec le G13



Dans une interview accordée le lundi 26 octobre à la rédaction de 7SUR7.CD, le député national Henry Thomas Lokondo se dit disposé à répondre à l'invitation des consultations nationales annoncées par le président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

«Pour moi, c'est clair. Si on m'invite, je vais y aller parce que le dialogue en politique est permanent» , affirme ce député national.

Tout en rappelant le caractère informel du G13, Lokondo reconnaît que la question de participer ou pas aux consultations n'a pas encore été pensée au niveau de cette structure.

Toutefois, selon lui, il revient à celui qui a dit qu'il va consulter les gens, d'identifier ceux qu'ils considèrent comme représentatifs. «S'il veut nous recevoir comme tel parce qu'il nous avait déjà reçu par deux fois d'ailleurs, s'il estime qu'on est le groupe informel qui peut lui donner quelques idées, quelques conseils, on ira», explique l'élu de Mbandaka dans la province de l'Équateur.

Par ces affirmations, Henry Thomas Lokondo est l'un des rares acteurs politiques majeurs à se prononcer ouvertement pour les consultations nationales annoncées le vendredi 24 octobre dernier par le président.

**Elysée Odia**

***Mise à la retraite de 2017***

# Examen de près de 55 recours !

Le coordonnateur de la commission de la médiation et de règlement des griefs et différends relatifs à la mise à la retraite au sein de l'administration publique, Papy Ndondoboni Nsakoy, a lancé lundi à Kinshasa, les travaux de ladite commission relatifs à la mise à la retraite dans l'administration publique, axés notamment sur l'examen de près de 55 recours des agents concernés par la mise à la retraite de 2017.

Selon le coordonnateur de cette commission, ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la politique de rajeunissement de l'administration, avant de préciser que la commission a pour mission d'assister le gouvernement de la République dans le traitement des recours relatifs à la mise à la retraite des agents de carrière des services publics de l'Etat.

Pour lui, la commission de la médiation et de règlement des griefs et différends relatifs à la mise à la retraite, est le fruit d'une longue réflexion et d'une volonté politique infaillible sous le leadership du ministre de la Fonction publique, Yollande Ebongo.

Ces travaux de 10 jours, a indiqué Ndondoboni, va examiner près de 55 recours des agents concernés par la mise à la retraite de 2017, ajoutant qu'à l'issue de cette session, la commission soumettra au ministre un procès-verbal de médiation et/ou un avis adéquat conformément à la loi de tous les cas traités.

Il a émis le vœu de voir cette commission dont le fonctionnement est encore ponctuel, puisse davantage et toujours bénéficier de l'appui de l'autorité pour qu'elle soit un outil efficace et permanent de gestion des plaintes issues de la mise à la retraite ou relatives à d'autres thématiques au bénéfice de l'autorité administrative de ses administrés.

M. Ndondoboni a rappelé que ce vaste programme est un processus conforme aux principes d'un Etat de droit, prôné et soutenu par le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo depuis son accession au pouvoir.

« *Ce vaste programme du gouvernement mené par le ministre de la Fonction publique, Yollande Ebongo Bosongo, avec l'appui des bailleurs des fonds notamment de la Banque mondiale par la mise à la retraite de près de 923 en 2017 des agents de 5 ministères pilotes à savoir : les ministères de la Fonction publique, du Plan, des Finances ainsi que de la DGI, DGRAD, INS et du Portefeuille* », a-t-il rappelé.

***Consultations politiques***

# Le CASC boude et prône un dialogue global et inclusif

DÉCLARATION

Le Collectif d'actions de la société civile, CASC en sigle, plateforme regroupant en son sein les organisations formelles de la société civile, les mouvements citoyens ainsi que des personnalités a suivi avec intérêt soutenu l'adresse du chef de l'État fait le vendredi 23 octobre dernier et a noté avec satisfaction la résolution prise par le président de procéder à des consultations desquelles sortiraient des décisions qui changeront à coup sûr la physionomie politique actuelle de notre pays.

Tout en saluant cette initiative qui, du reste, cadre avec l'appel au dialogue lancé par notre collectif dans son communiqué du 13 juin de l'année en cours, il y a lieu de relever que la crise que traverse actuellement le pays n'est pas que politique, elle est aussi sociale et surtout morale et que des consultations politiques autour du chef de l'État ne pourront les résorber. Certes, la politique tient en état tous les autres domaines, mais la spécificité de chacun d'entre eux exigent un regard particulier pour espérer dégager des voies des sorties idoines spécifiques pour chaque domaine de la vie nationale.

Le CASC, constant dans sa démarche, celle de la convocation d'un dialogue global et inclusif exhorte le chef de l'État à ne pas se limiter à ces consultations qui constitueront certainement une bonne base des données, mais de convoquer un dialogue qui aurait le mérite de rassembler les fils et filles de ce pays autour des valeurs républicaines au-delà des clivages politiques et tribaux et de produire des résolutions à l'instar de la Conférence Nationale Souveraine, CNS en sigle, à l'effet de favoriser un climat harmonieux, propice au développement que nous appelons de tous nos vœux.

En outre, le CASC, qui s'engage à accompagner cette initiative exhorte les forces politiques et sociales à considérer ces consultations non comme une occasion des règlements des comptes, mais comme un premier pas vers la réconciliation, la concorde et la cohésion sans lesquelles il serait illusoire d'espérer une issue heureuse pour la république.

La situation sociopolitique est certes tendue, mais elle n'est pas aporétique, un dépassement de soi et une disposition à privilégier l'intérêt général permettrait un dénouement heureux et les consultations initiées par le chef de l'État viennent à point nommé pour impulser cette dynamique qui ouvrira la voie à un dialogue inclusif et les résolutions qui en seraient issues seront salutaires pour la nation.

**Alternance**



(Suite en page 4)

*Consultations politiques*

# Kitenge Yesu déjà à pied d'œuvre !

Le Haut représentant du Président de la république, Kitenge Yesu vient de dévoiler le vrai agenda des consultations qu'entame Félix Tshisekedi en cette semaine. Entre la dissolution de l'Assemblée nationale et la révocation du Premier ministre pour «insubordination» suite à son refus d'organiser la cérémonie la prestation de serment des trois juges de la Haute Cour, Félix Tshisekedi a choisi de requalifier la nouvelle majorité à travers des consultations de tous les leaders politiques.

En marge de ces contacts, Kitenge Yesu vient tendre la main aux regroupements du Front Commun pour le Congo (FCC) en vue de rejoindre la nouvelle dynamique politique envisagée par le Président de la République après des crises récurrentes au sein de la coalition au pouvoir. Kitenge Yesu: «*S'il y a des présidents délégués à l'Assemblée nationale et au Sénat,..., au Palais de la Nation, il n'y a pas de président délégué.* »

Au cours de son mot de circonstance ce samedi 24 octobre à l'occasion de la sortie officielle de la Coalition Nationale Populaire (CNP) dont l'initiateur et le président national est l'ancien vice-ministre de l'intérieur Basile Olongo, le Président des alliés de l'UDPS et Haut Représentant du Chef de l'état, Kitenge Yezu a rappelé à l'auditoire que Félix Tshisekedi est le seul et l'unique Président de la République démocratique du Congo. «*S'il y a des présidents délégués à l'Assemblée nationale et au Sénat, à la Cité de l'Union Africaine, au Palais de la Nation, il n'y a pas de président délégué. Il y a un président et un président unique. Les consultations vont commencer (...) Félix Tshisekedi est un père de famille, il ne rejette personne*», a expliqué le Haut Représentant du Chef de Etat avant de tacler le front commun pour le Congo ( FCC) : «*Nous étions en coalition, c'était comme une voiture, qui ne peut pas avoir deux chauffeurs. La voiture n'a qu'un seul chauffeur* (...). » Et de poursuivre: « *C'est pourquoi le président de la République a dit que je rentre vers le peuple, qu'il me dise ce qu'il veut que je fasse. Ce que le président a décidé, n'exclut personne. Que vous soyez AA, BB...venez* ». Les consultations annoncées par Félix Tshisekedi lors de son discours de vendredi 23 octobre 2020 tendent à un nouveau départ pour la République démocratique du Congo, selon Kitenge Yezu qui conclut son speech en déclarant: « *Ne vous laissez pas faire, le pouvoir c'est* nous. »

«Nous étions en coalition. C'était comme une voiture qui ne peut avoir deux chauffeurs ... C'est pourquoi, le Président de la république s'est dit : Je rentre vers le peuple pour qu'il me dise ce qu'il veut que je fasse. Ce que le Président a dit n'exclut personne. Que vous soyez AA, BB ... venez» .a lâché ce vieux routier de la vie politique zaïro-congolaise, à l'occasion de la sortie officielle le week-end dernier, de la Coalition nationale populaire (CNP), un mouvement initié par Basile Olongo, ancien membre de la Kabilie pour «soutenir» Félix Tshisekedi.

Ce pavé jeté dans la marre, par Kitenge Yesu, est perçu dans le camp du FCC comme «un appât» tendu par le Haut représentant du Chef de l'Etat qui joue, officieusement, le rôle d'informateur pour débaucher dans la plateforme politique dirigée par Joseph Kabila.

Cependant, pour se rassurer du contrôle de la Majorité parlementaire actuelle, la présidente de l'Assemblée nationale, Jeanine Mabunda a réuni les députés de leur famille politique dans sa résidence. Ces derniers ont réaffirmé leur loyauté à l'autorité morale de leur famille politique.

Dans sa déclaration, le FCC se réjouit de voir que ses députés ont obéi au mot d'ordre : celui de boycotter la cérémonie de prestation de serment de trois nouveaux juges de la Cour Constitutionnelle le mercredi au Palais du peuple, excepté les 4 députés sur plus de 300 que compte le regroupement politique pro Kabila à la chambre basse.

En affirmant qu'il n'existe pas de président délégué à la cité de l'Union Africaine tout comme au Palais de la Nation, Kitenge Yesu voudrait rassurer les sociétaires de «Lamuka», pour composer de nouveau avec eux dans la composition d'une majorité.

On rappelle que lors de la cérémonie de prestation de serment de trois nouveaux juges de la Cour Constitutionnelle, Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi, deux ténors de l'aile modérée de la plate-forme née à Genève, avaient officiellement demandé à leurs députés de faire le déplacement pour le Palais du peuple. Manière pour ces deux leaders de Lamuka de se rallier à Félix Tshisekedi, s'il divorce officiellement d'avec le FCC.

Moise Katumbi, qui compte un nombre important de députés à l'Assemblée nationale dans les rangs de l'opposition, ne cache plus son soutien à Félix Tshisekedi.

Exclu du FCC, Bahati Lukwebo avait également emboîté le pas en demandant aux députés de son regroupement politique AFDC-A, de rehausser de leur présence la même cérémonie.

Ecarté du partage du pouvoir pour avoir affronté, Alexis Thambwe Mwamba à la course au perchoir du Sénat, l'autorité morale de l'AFDC est déjà partant pour rejoindre la nouvelle Majorité en gestation.

Côté Lamuka, la position de Martin Fayulu était, pour sa part, attendue hier mardi dans une conférence de presse prévue à son hôtel Faden House à Gombe.

**LPE**

# FCC: la rencontre de Kingakati garde ses secrets

L'autorité morale de la plateforme Front Commun pour le Congo (FCC) Joseph Kabila Kabange a réuni ce lundi 26 octobre, tous les chefs des regroupements du FCC dans sa ferme Kingakati à Kinshasa. Cette convocation tombe après l'annonce des consultations par le président de la République Démocratique du Congo Félix Tshisekedi avec les acteurs sociopolitiques les plus représentatifs, en vue de créer l'union sacrée de la nation.

François Rubota l'un des membres de la conférence des présidents du FCC participant à cette convocation joint par Top Congo FM, parle d'une rencontre familiale et se dit réservé de donner trop de détails à la presse.

«*Nous étions-là pas pour analyser ce que le chef de l'État a dit non. Mais nous, nous étions là dans une réunion de famille parce que cela faisait longtemps sans que nous n'ayons une réunion de famille. Nous attendons aussi, s'il plaira au chef de l'État de consulter le FCC, c'est à ce moment-là que le FCC pourra parler* », a déclaré François Rubota.

S'agissant de la participation du FCC dans les consultations annoncées par le président de la République, ce dernier s'est dit ne pas être en mesure de répondre à cette préoccupation.

Par ailleurs une autre réunion qui était annoncée ce mardi 27 avec les députés nationaux et sénateurs du Front commun pour le Congo toujours à Kingakati a été reportée sine die. Ces réunions interviennent dans un contexte particulier où la coalition FCC-CACH est divisée au sujet de la prestation de serment de trois nouveaux juges nommés récemment à la cour constitutionnelle par le président Tshisekedi. La famille politique de l'ancien président Kabila accuse son partenaire de la coalition d'avoir violé la constitution.

Ces rencontres interviennent au moment où son successeur vient d'annoncer le début des consultations cette semaine avec des acteurs politiques et sociaux suite aux crises devenues récurrentes à l'intérieur de la coalition au pouvoir. Elles coïncident avec le début des consultations annoncées par le président de la République démocratique du Congo Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Les caciques du Front commun pour le Congo avaient fait savoir qu'ils attendaient des instructions fermes de leur autorité morale avant de se prononcer sur les consultations initiées par le président de la République, Félix Tshisekedi.

A travers ces réunions, Joseph Kabila voudrait se rassurer du contrôle de ses troupes. Pendant ce temps, le Haut représentant du chef de l'Etat, Kintenge Yezu, vient de tendre la main au regroupement du FCC de rejoindre la nouvelle Majorité que Félix Tshisekedi envisage de requalifier à l'issue des consultations qu'il entame cette semaine. Selon les sources bien introduites à la présidence, les consultations annoncées par le chef de l'Etat prendront dix jours. Les personnalités à consulter sont déjà identifiées et les invitations devraient être lancées dès ce lundi, indique la même source.

**Louis-Paul Eyenga**

***Minembwe/ non convaincu des réponses données,***

# Muhindo Nzangi exige la démission de Ruberwa

Le député national Muhindo Nzangi, initiateur de l'interpellation du ministre de la décentralisation et réformes institutionnelles, Azarias Ruberwa, n'a pas été convaincu par les réponses données par ce dernier en rapport avec l'installation du bourgmestre de la commune rurale de Minembwe.

L'élu de Butembo estime qu' Azarias Ruberwa a menti devant les élus et exige sa démission.

"***Je crois qu'au vu des éléments qui ont été démontrés et du mensonge qu'il a voulu distiller au niveau de l'assemblée nationale qui s'apparente à l'outrage au Parlement, je lui ai demandé de déposer sa démission***", a-t-il déclaré à la presse à l'issue de la plénière de ce jour consacrée à l'audition du ministre Azarias Ruberwa sur le dossier Minembwe.

Et de poursuivre :"***Il l'a planifié, il l'a programmé, il a tout fait pour intimider les communautés locales en venant avec des diplomates, des militaires, des députés. J'ai démontré à suffisance qu'il y avait conflit de compétences, j'ai aussi profité pour corriger certains égarements historiques***".

Peu avant l'interpellation du ministre en charge de la décentralisation et réformes institutionnelles à la chambre basse du parlement, plusieurs voix s'étaient levées pour exiger sa démission.

**Djodjo Vondi**
**MEDIA CONGO PRESS**

## *Dossier 3 millions Usd au CNSA*

# Joseph Olengankoy devant la Cour de cassation ce matin

Le procureur près la Cour de cassation a convoqué ce mercredi 28 octobre 2020, Joseph Olengankoy, le président du Conseil national de suivi de l'accord de Saint-Sylvestre (CNSA), pour une affaire présumée de détournement de 3 millions USD de prime des agents de cette institution née à la suite de l'accord de la Saint Sylvestre. C'est l'Observatoire de dépenses publiques (Odep) qui l'annonce à travers son compte Twitter.

Le rapport publié par l'Odep au mois de juin dernier faisait état d'un détournement de l'équivalent de 3 millions de dollars américains, destinés au paiement de salaire des membres du CNSA. L'Odep indiquait, en effet, que le bureau du CNSA dirigé par Joseph Olenghankoy prélevait une quotité des fonds alloués au fonctionnement, sur base d'une liste de présence aux plénières. Une prime de prestige de 8,8 millions de francs congolais est octroyée à chaque membre, soit une enveloppe mensuelle d'environ 24,640 milliards de francs congolais.

En réaction, Valentin Vangi, le rapporteur du CNSA avait tenu à démentir les allégations de l'Odep, avançant l'hypothèse d'une fabulation.

**Djodjo Vondi**

## *Conseil économique et sociale*

# Comment rentabiliser l'espace péri-urbain ?

**Le Président du Conseil économique et sociale (CES), Jean-Pierre Kiwakana Kimayala, a présidé, au cours d'une plénière lundi à Kinshasa à son siège, une séance académique sur le thème : « *Les espaces périurbains de l'agglomération urbaine de Kinshasa, transition urbaine dans le monde, transition péri-urbaine en Afrique, de la périurbanisation à Kinshasa* ».**

**Cette séance académique avait pour objectif d'enrichir la lanterne des conseillers de la République sur la matière précitée en vue de permettre à ceux qui ont des avis de les émettre pour améliorer l'urbanisation de ville de Kinshasa.**

**L'orateur du jour, M. Baudouin Michel, Agroéconomiste, représentant « African parks network » en Afrique francophone et Administrateur du Parc national de la Garamba en RDC et des Parcs en République du Congo (Odzala-Kokua), du Tchad (Zakouma-Enedi) et du Benin (Pendjari), a planché sur des espèces périurbaines, de l'agglomération urbaine de Kinshasa, de la transition urbaine dans le monde, de la transition péri-urbaine en Afrique, de la périurbanisation à Kinshasa, de la croissance urbaine ancienne et forte, de la projection de la croissance de l'agglomération kinoise en 2035, de l'urbanisation à Kinshasa, de l'analyse de l'habitat populaire, de la dynamique du paysage, de l'analyse de l'habitat aménagé ainsi que de l'historique des plantation agroforesteries sur le plateau de Bateke. Des échanges des vues entre les conseillers de la république et l'orateur du jour ont eu lieu, suivies des suggestions.**

**Ils ont saisi l'opportunité pour adopter le rapport d'activités et de gestion du Bureau de l'intersession moyennant quelques amendements.**

**Depuis le début la 2ème mandature, le Conseiller économique et sociale a, à son actif, déjà organisé 3 (trois) séances académiques dans trois différents domaines, animées par des professeurs d'Universités, rappelle-t-on. ( avec ACP)**

## *TRANSCO*

# 8 comptes bancaires fictifs ouverts à Equity bank et Rawbank, dénonce l'ODEP

À travers un communiqué rendu public ce vendredi, l'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP) s'indigne du comportement « inapproprié » de la Rawbank et d'Equity bank.

Selon cette ONG, ces deux institutions financières refusent de coopérer avec la justice dans le cadre du dossier Transco (Société de Transport du Congo) ouvert au Parquet général de Kinshasa/Matete.

« Ces deux institutions bancaires, partenaires de la société Transco, refusent de répondre aux réquisitions d'information du Parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa-Matete, pourtant régulièrement saisies », lit-on dans ce communiqué signé par Florimond Muteba, président de l'ODEP.

Par conséquent, l'ODEP invite les deux banques à coopérer avec la justice congolaise pour que lumière soit faite sur l'affaire Transco.

« L'ODEP invite les responsables de ces deux banques à coopérer avec la justice et éviter toute manceuvre tendant à brouiller les pistes de détournement des fonds publics de la société Transco », ajoute la même source.

Par ailleurs, l'ODEP indique que la société Transco dispose de deux comptes bancaires principaux et 8 comptes fictifs ouverts respectivement à Rawbank et Equity bank.

Depuis le 15 octobre 2020, explique-t-il, le Parquet attend la transmission de tous les relevés bancaires de ladite société, dans le cadre des enquëtes judiciaires ouvertes contre les auteurs de détournement des fonds publics.

À l'en croire, certains comptes ont été créés au nom des individus mais la société continue à faire des dépôts en violation des règles de bonne gouvernance.

Pour rappel, l'ODEP avait déposé au Parquet général de Kinshasa-Matete en septembre dernier une dénonciation des malversations financières au sein de la société Transco. Ce document contient plus de 130 pièces à conviction qui, selon l'ODEP, démontrent des magouilles financières au sein de cette entreprise publique.

**Emery Yakamua**
**Actu 30**

# Plaidoyer pour la création des banques spécialisées devant accompagner les PME

**L'expert-comptable, Ted Juan Beleshayi Kasanda, a recommandé au pouvoir étatique de créer des banques spécialisées devant accompagner financièrement les Petites et moyennes entreprises congolaises. Objectif : contribuer à lever les obstacles qui plombent l'essor de l'entrepreneuriat en Rd Congo.**

C'était au cours de la conférence organisée, le 24 octobre 2020 à Kinshasa, à l'initiative du Mouvement des Jeunes pour l'entrepreneuriat stratégique (MOJES) autour du thème : « Quel Modèle économico- financier pour permettre l'accès des jeunes entrepreneurs aux crédits. »

Face à une assemblée composée à 90 pourcent des jeunes œuvrant dans l'entrepreneuriat, Ted Beleshayi a souligné que le système financier de la République démocratique du Congo pèche au niveau des sociétés bancaires spécialisées et des banques d'investissements.

Ce dernier pense, en effet, que ce déficit est la raison pour laquelle les jeunes ont du mal à accéder aux crédits ou à des services proposés par des banques commerciales. Et pour ce faire, cet expert-comptable a appelé l'Etat congolais à créer des banques spécialisées.

« Nous appelons l'Etat congolais à créer des banques spécialisées à l'aide de fonds publics pour accompagner les PME congolaises ou encore relancer des établissements financiers comme la SOFIDE, la CADECO…», a-t-il déclaré.

Et aux PME congolaises, Ted Beleshayi a suggéré aux entrepreneurs de se constituer en corporation pour mettre ensemble tous les moyens à savoir, les moyens financiers, humains et techniques, qui peuvent briser toutes les barrières liées à l'accès au financement.

A cette même occasion, l'homme a expliqué à l'assemblée et de façon substantielle le modèle de l'Economie de la RDC.

« Le modèle économique de la RDC est un héritage de la colonisation ayant quelques secteurs porteurs dont l'objectif est d'approvisionner la métropole, c'est-à-dire, les grandes puissances en matières premières. Hélas ! Ces sociétés ne sont pas intégrées dans notre économie », s'est-il indigné.

Il y a lieu de noter que cette conférence avait élégamment connu la participation du Dr Noël Tshiani, expert en Economie monétaire, qui était également un des principaux orateurs à cette activité.

Toujours en marge de celle-ci, 22 étudiants ayant participé à la deuxième session de formation en entrepreneuriat ont bénéficié des brevets de mérite par le Mouvement des jeunes pour l'entrepreneuriat stratégique.

**Zoom - Eco**

# KWILU

## Haro sur une justice «de la loi du plus fort» en matière des conflits fonciers

*Bandundu-ville, chef-lieu de la province du Bandundu. Ph/ Droits Tiers.*

La société civile du territoire de Bulungu monte au créneau pour dénoncer ce qu'elle qualifie de désordres observés au sein de la justice locale notamment au tribunal de paix et au parquet y attaché.

Dans un entretien accordé lundi 26 octobre à Radio Okapi, le président de cette structure, Christophe Kambamba, a fait savoir que la justice à ce niveau n'est pas juste en matière des conflits fonciers.

Cette justice applique la loi du plus fort et donne des forêts à qui en a les moyens, défavorisant même certains propriétaires moins nantis.

Le président de la société civile de Bulungu en appelle à l'implication personnelle du chef de l'Etat pour qu'il ait une justice équitable dans cette partie du pays.

Aucune réaction n'a été enregistrée du côté du tribunal de paix de Bulungu.

## 5 morts dans l'incendie d'une maison à Bandundu

Cinq (5) personnes sont mortes dans l'incendie d'une maison au quartier Aircongo, dans la commune de Basoko, en ville de Bandundu (Kwilu), la matinée de ce mardi 26 octobre 2020. Parmi les victimes, figure un enfant de moins de 4 ans.

Outre ces morts, de nombreux biens immobiliers ont également été incendiés. Cependant, le père de famille et un jeune garçon s'en sont sortis vivants. Ils ont été conduits à l'hôpital général de Bandundu pour des soins appropriés.

Platini Misamwana, un témoin de l'événement explique à 7SUR7.CD que ledit incendie est dû à la mauvaise installation des fils électriques qui ont provoqué un court-circuit.

Il sied de rappeler par ailleurs, que la maison incendiée appartient à un cadre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Techniques (EPST) Kwilu-1.

**Rolly Mukiaka, à Bandundu**

# SUD-KIVU

## Des élèves ont manifesté contre la grève des enseignants à Kamituga

Des centaines d'élèves des écoles conventionnées et officielles dans la ville de Kamituga en territoire de Mwenga au Sud-Kivu, ont manifesté, ce lundi 26 octobre 2020 pour s'opposer à la grève des enseignants entamée depuis le début de cette année scolaire et exigent la reprise " immédiate des cours ".

Dans leur mémorandum déposé auprès du directeur de la province éducationnelle Sud-Kivu 3, ces élèves ont réclamé la reprise des activités scolaires.

" Nous reclamons la reprise immédiate des cours et que le gouvernement prenne ses responsabilités. Si l'État n'est pas capable de répondre aux besoins des enseignants, qu'il se prononce pour que les parents prennent les dispositions ", a déclaré à 7SUR7.CD, un des manifestants.

Nicolas Baeleayi Wabaeleayi, directeur de la province éducationnelle du sud-Kivu 3 qui comprend les territoires de

Mwenga et Shabunda, promet de réunir tous les gestionnaires des écoles afin d'envisager la reprise des cours.

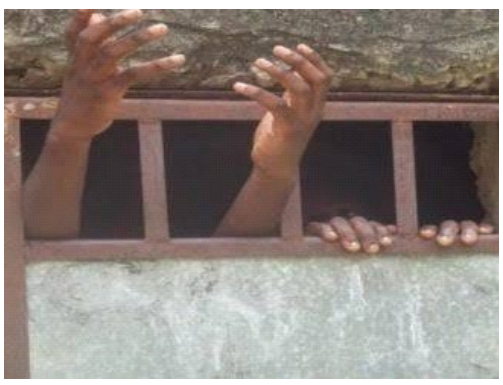
Un élève a été blessé lors d'une tentative de dispersion de cette manifestation par les éléments de l'ordre.

Il sied de préciser que cette marche des élèves de Kamituga intervient quelques jours après celle des élèves du territoire d'Uvira contre le mouvement de grève des enseignants.

**Déogratias Cubaka, à Bukavu**

# MANIEMA

## Plus de 20 détenus s'évadent de la prison centrale de Kingombe



Au total, 25 détenus se sont évadés de la prison centrale de Kingombe, dans le territoire de Pangi (Maniema), la nuit du dimanche à ce lundi 26 octobre 2020. Ils ont profité de l'insuffisance des gardes autour de cette maison carcérale pour s'en fuir.

L'information est confirmée à 7SUR7.CD par le bourgmestre de la commune rurale de Kilima, Kikobiya Fataki.

*« 25 détenus étaient dans la prison centrale de Kingombe et ils ont pris fuite. En tout cas, il y a beaucoup de malfaiteurs qui étaient dans cette maison carcérale. Ce sont notamment les gens qui avaient mis feu à la maison du comandant de Kinkungwa »,* a-t-il indiqué.

Cette autorité communale déplore en outre, le silence de sa hiérarchie au sujet de l'évasion « malgré plusieurs rapports » qu'il aurait déjà dressé pour alerter sur l'insuffisance de la garde au sein de ladite prison. *« Nous avions produit beaucoup de rapports. D'ailleurs, nous avions reçu ici dans la commune de Kalima des conseillers du ministère provincial de la justice accompagnés du procureur général, mais sans suite. Vraiment nous tendons les mains au gouvernement tant national que provincial »,* a-t-il poursuivi.

Il sied de préciser que cette maison carcérale est actuellement envahie par une végétation qui la transforme en une concession abandonnée.

**Morisho Tambwe, à Kindu**

# LOMAMI

## Un aéronef atterrit à Wikong, 50 ans après

Cela faisait plus de 50 ans qu'un aéronef atterrissait sur la piste de l'aérodrome de Wikong, dans le territoire de Luilu (Lomami).

A cet effet, le premier vol de la compagnie Sauterelle a atterri vendredi 23 octobre en provenance de Kinshasa, via Tshikapa, avec à son bord de frêts (cargo) pour les opérateurs économiques de la place.

D'après le député national, Anaclet Kalimu Songo, le début du trafic aérien est le résultat des démarches entreprises par les jeunes et appuyées par les députés nationaux ressortissants de ce coin, après la conférence sur le développement de la province de Lomami, tenue recemment à Kabinda.

*«Du constat du pilote et techniciens de Sauterelles aviation, ils ont trouvé une piste*

*très bien aménagée qui peut permettre d'accueillir même un aéronef plus grand que cet antonov du type 2 qui nous ont amené. Ce premier vol effectué, a été un vol cargo qui transportait de la marchandise de certains opérateurs économiques, pas seulement de Wikong, mais aussi du Lualaba, de la chefferie de Mwat Yahv qui exercent leurs activités commerciales à partir de Musumba. Ceci a été d'un grand succès»,* a indiqué le député national, Anaclet Kalimu Songo.

## Les habitants manifestent contre la présence des éleveurs Rwandais dans le territoire de Lubao

Les habitants de Lubao dans la province de la Lomami manifestent contre la présence des éleveurs Rwandais dans quelques localités de ce territoire.

Pour ce, ils ont répondu à une manifestation organisée par les acteurs de la société civile forces vives le samedi 23 octobre dans les rues de Lubao, à plus ou moins de 200 km de Kabinda dans la province de Lomami.

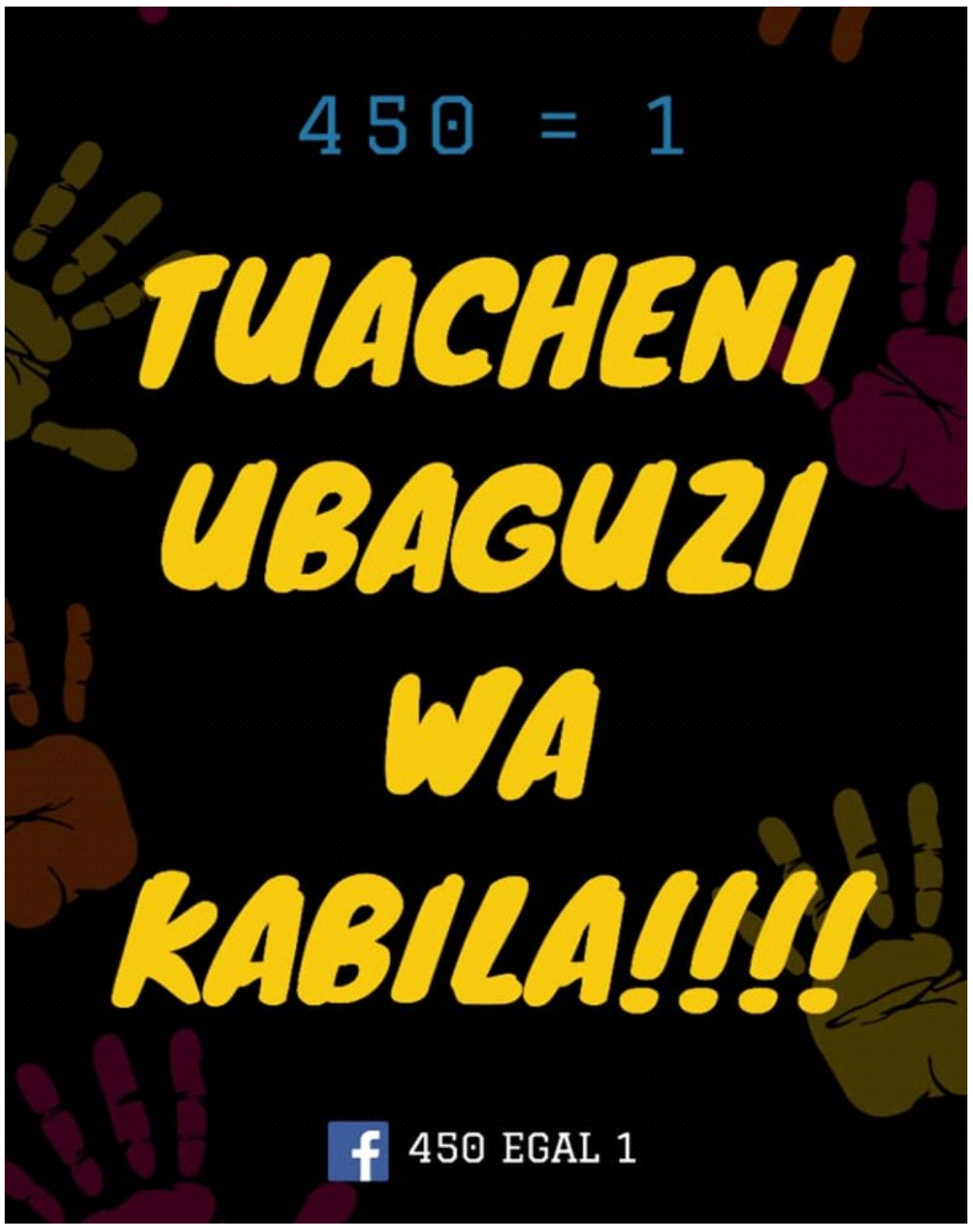
Partie de l'ancienne cité de Lubao devant l'école primaire Mbiungwe, la marche a eu comme point de chute le bureau de l'administrateur du territoire où un mémorandum a été remis à l'autorité territoriale.

Crispin Lomami, président de la société civile Forces vives de Lubao cité par la radio Okapi, explique :

«***L'objet de notre marche, c'est le départ immédiat des éleveurs Rwandais du territoire de Lubao. Nous avons débuté la marche à 5 km, à l'EP Mbiungwe, du territoire, de la jusqu'au territoire. On a marché a pied jusque-là, en chantant pour le départ des bovins rwandais de notre terre de Luabo. Puisque les vaches ont ravagé, nous sommes dans les crises. Et ces gens ils vivent grâce à l'agriculture, mais au moment où je vous parle les vaches sont là, plusieurs vaches. Elles peuvent atteindre 1000 à 2000.***»

Les manifestants affirment avoir remis leur mémo à l'administrateur, avec copie au gouverneur de province. « ***La foule était là, nous allons lu le message, et nous nous sommes séparés et tout le monde est déjà rentré chez lui. Il n'y a pas eu de couacs, il n'y a pas eu de casses, il n'y a pas eu de débordements. Tout s'est bien passé*** », a poursuivi Crispin Lomami.

**Thierry Mfundu**



***Participation à la prestation de serment des juges constitutionnels***

# Les députés AA/a réitèrent leur soutien à Pius Muabilu

Les députés nationaux du regroupement politique Alliance pour l'Avanir et alliés ( AA/a) ont réaffirmé lundi 26 octobre 2020 à Ouragan FM leur indéfectible soutien au ministre d'État en charge de l'Urbanisme et Habitat, Pius Muabilu. A haute voix, ils ont rappelé que leur autorité morale n'a pas pris ses distances avec le Front commun pour le Congo.

Pour le député Samy Adubango de l'AA/a, la participation de Pius Muabilu à la cérémonie de prestation de serment des juges constitutionnels devant le président de la République s'inscrit dans le cadre d'une action républicaine d'autant plus qu'il est un homme d'Etat.

« Nous remercions le regroupement AA/a pour avoir renouvelé son soutien à l'autorité morale du regroupement. C'est une précision de taille puisque Pius Muabilu est et demeure le président du regroupement Alliance pour l'avenir. Nous, députés, nous ne pouvons pas désapprouver son excellence Pius Muabilu à cause de sa présence à la cérémonie de prestation de serment des juges constitutionnels Ndlr) d'autant plus que c'est un homme d'Etat, il est ministre national et ne devrait que répondre favorablement et positivement à l'invitation du chef de l'État« , a déclaré le député Samuel Adubango Awotho.

L'élu du territoire de Mahagi en Ituri prévient que « quand on exerce une telle fonction à ce niveau, on doit nécessairement être guidé par l'éthique politique et sans oublier l'éducation de base ».

Contrairement à ce qui se raconte sur les réseaux sociaux, montrant des pourfendeurs de Muabilu, le député Adubango souligne que le regroupement AA/A est toujours déterminé à accompagner son autorité morale, Pius Muabilu.

« Nous réitérons notre soutien indéfectible à notre autorité morale ( Pius Muabilu) de notre regroupement Alliance pour l'avenir. Et en plus, nous l'encourageons à évoluer en tant qu'un homme d'Etat tout en mettant à l'avant-plan l'éthique politique, qui doit nous accompagner».

Il sied de noter que le ministre d'État, Pius Muabilu fait l'objet d'attaques médiatiques de la part de quelques membres zélés du FCC, qui n'ont pas digéré sa participation à la cérémonie de prestation de serment des juges constitutionnels. Un acte pourtant salué par plusieurs analystes qui voient en lui, un véritable homme d'Etat.

Il sied de signaler que le ministre de l'Urbanisme et Habitat, Pius Muabilu, a été suspendu, lundi 26 octobre 2020, du regroupement politique Alliance pour l'Avenir (AAA), membre du Front commun pour le Congo (FCC). « Les deux camarades sont suspendus de toute activité du regroupement politique AAA et, par conséquent, ne peuvent plus engager le regroupement AAA à dater de ce jour », a déclaré la députée nationale Geneviève Inagosi, lundi 26 octobre 2020, pour le compte de la conférence des présidents du regroupement politique Alliance pour l'Avenir (AAA). La déclaration a été faite à l'issue d'une réunion des présidents des partis politiques membres de ce regroupement, élargie aux députés nationaux, sénateurs, membres du gouvernement central et des gouvernements provinciaux ainsi qu'aux mandataires. Une commission de discipline, pour statuer sur les cas de Pius Muabilu et de Marie Nyange, présidente a.i. du regroupement AAA, en attendant de confirmer l'action judiciaire ouverte à leur encontre. Cette suspension intervient après la participation de Pius Muabilu à la cérémonie de prestation de serment de trois juges constitutionnels, malgré le boycott de la plateforme FCC dont il fait partie.Dans le même ordre d'idées, ni Pius Muabilu ni le regroupement AAA n'ont été invités à Kingakati, lundi 26 octobre 2020 à l'occasion de la rencontre prévue entre Joseph Kabila et les présidents des regroupements politiques membres du FCC.

**Louis-Paul Eyenga**

# ASBL et ONG pullulent en RDC: pour quoi faire ?

***1. De quoi s'agit-il?***

*Il s'agit de vous, peuple congolais, dont la survie paraît dépendre des dons que vos associations sans but lucratif (ASBL) quémandent et reçoivent. La RDC est même connue dans certains couloirs des Nations Unies à New York comme pays des ONG (organisations non-gouvernementales), pays des ONGD (organisations non-gouvernementales de développement), ou encore pays des ONGI (organisations non-gouvernementales internationales).*

*Pour contextualiser leurs expériences en RDC, les ONGI décrivent la vérité de ce qui se vit en RDC en termes de scandale pour l'humanité. Car, disent-ils, la RDC est richissime en ressources naturelles, mais les populations sont incapables de s'organiser comme nation pour transformer ces ressources naturelles en produits finis afin d'éliminer le chômage et la pauvreté. Les ONGI témoignent que la RDC est un pays de carence, des maladies, de pauvreté, de mendicité, de médiocrité, on dirait un pays des paralysés et des malades mentaux qui ne peuvent pas prendre soins d'eux-mêmes par eux-mêmes. Les ONGI poursuivent leur description de la RDC: les populations à travers le pays manquent de tout, même du strict minimum pour une vie propre et saine. Les populations sont incapables de se faire des latrines propres; les populations vivent inondées des saletés et immondices autour des maisons, dans des quartiers et cités; les structures d'administrations sont pourries de corruption et sont inefficaces; les populations des villages, villes et cités se meurent parce que négligées et abandonnées par le gouvernement national aux rebelles et milices, aux maladies, à la famine, aux occupations et exploitations par des étrangers voisins et lointains. Bref, concluent les ONGI, sans leurs assistances et construction des installations d'assainissement et d'hygiène tout en distribuant des kits d'articles essentiels et du cash, la RDC comme pays serait un désastre, se balkaniserait rapidement, et disparaîtrait de la carte géographique comme une nation.*

*Question: qui trouve que cette description de la RDC par les ONGI est incorrecte, et peut contrecarrer cela par des faits?*

*En outre, vous-mêmes, Congolaises et Congolais, vous avez créé, et vous créez chaque jour, des ASBL (associations sans but lucratif), des ONG (organisations non-gouvernementales), des ONGD (organisations non-gouvernementales de développement), et des Fondations qui se comptent en milliers, voire des centaines des milliers, souvent pour quémander et recevoir des dons par l'intermédiaires des ONGI, non pas pour réaliser ce que vos ASBL se fixent comme objectifs, mais plutôt pour vos survies et profits personnels. Congolaises/Congolais créatrices/créateurs d'ASBL, d'ONG, d'ONGD, et des Fondations: quels sont vos aspirations et projets de vie? Quels développements vos ONGD réalisent-elles? Combien des jeunes filles et jeunes garçons est-ce que vous avez motivés, stimulés, appuyés et accompagnés, et qui ont effectivement créé d'unités de production? Vous parlez de développement, mais quelles actions concrètes de développement entreprenez-vous?*

***2. Transformez-vous pour transformer votre pays***

*Congolaises et Congolais créatrices et créateurs d'ASBL, d'ONG, d'ONGD, et des Fondations: vous avez la capacité de devenir des vraies réponses aux crises d'ignorance, de pauvreté, de carence, de malnutrition et maladies, du sous-développement, dans votre pays. Bref, vous pouvez devenir des vraies réponses aux crises humanitaires qui rongent et ruinent votre beau pays, la RDC. Vous avez la capacité de devenir des vrais acteurs d'actions et des travaux de développement dans votre grand pays. Vous avez la capacité de devenir vrais transformateurs des mentalités de vos compatriotes pour passer des quémandeurs aux créateurs d'unités de production.*

*Congolaises et Congolais créatrices et créateurs d'ASBL, d'ONG, d'ONGD, et des Fondations: vous devez en tout premier lieu vous transformer vous-mêmes, et vous deviendrez sûrement des vraies réponses aux nombreux problèmes de votre société. Concrètement:*

*(1) Ouvrez vos cœurs et vos pensées pour réfléchir, pour scruter vos âmes et vos consciences, et vous découvrirez la puissante énergie qui est en vous. Vous vous rendrez aussi compte de vos propres potentialités, talents, habiletés, et capacités énormes de concevoir des actions de développement par vous-mêmes, sur place, comme les autres le font ailleurs sur la planète terre. N'aspirez pas simplement à quémander continuellement des dons à travers vos organisations pour survivre. Non. Utilisez vos organisations comme point de départ pour concevoir et lancer des actions de développement: menuiserie, maçonnerie, production des guitares, production des épingles et des aiguilles et des boutons, production d'huile de palme ou d'arachide ou de sésame, production de savon, production du sucre, production des objets classiques, production des lunettes, production des gants, etc., bref, utilisez vos organisations pour lancer d'unités de production, et motiver les jeunes garçons et jeunes filles à lancer aussi d'unités de production.*

*(2) Réfléchissez profondément, rejetez l'ancienne et la mauvaise habitude de mimer les ONGI pour leur plaire et recevoir des petits dons. Réfléchissez plutôt sur les réalités en vous et autour de vous: vous remarquerez qu'il y a d'immenses opportunités, d'immenses ressources et d'immenses possibilités de succès tout autour de vous. Utilisez vos organisations pour transformer les ressources autour de vous en produits finis, en lançant des petites et moyennes entreprises, des petites usines pour transformer ces ressources sur places et répondre aux besoins locaux de votre quartier, cité, ville, etc.*

*(3) Cessez immédiatement avec cette mentalité diminuante de continuer à naïvement croire que le mieux est ailleurs, ou que c'est ailleurs qu'on peut réaliser des grandes choses: c'est faux et archifaux. C'est vous qui pouvez et devez réaliser des grandes choses en utilisant les organisations que vous avez mis sur pied. Ce n'est pas parce que vous avez reçu des dons et des miettes des ONGI que vous devez vous considérer inférieur à je ne sais qui ou quoi. Ecoutez: vous êtes créés à l'image de Dieu comme toute autre personne sur cette planète. Vous êtes nés avec les mêmes capacités intellectuelles que possède tout autre être humain sur cette planète terre. C'est donc entre vos mains, c'est dans vos têtes et dans vos consciences de décider de vous transformer à partir de maintenant, pour devenir transformateurs de vos villages, quartiers, villes et cités.*

*(4) Plongez-vous dans des actions de développement au lieu de parler de développement. Croyez en vous-mêmes, croyez en vos talents reçus du Dieu Créateur qui vous a créés comme tout autre être humain sur la terre. Mettez-vous au travail d'imaginer et de concevoir de nouvelles idées et des nouvelles façons d'utiliser vos organisations pour trouver de nouvelles solutions aux problèmes locaux de vos villages, villes, et cités: qu'il s'agisse de construire des baleinières pour remplacer les petites pirogues qui chavirent et tuent régulièrement des gens sur vos fleuves et rivières, qu'il s'agisse de construire des ponts sur vos ruisseaux, de construire des maisons larges avec briques et tuiles et grandes fenêtres bien aérées pour l'air frais, qu'il s'agisse de tracer des belles avenues ornées des arbres fruitiers dans vos villages et quartiers, etc., vous devez imaginer et motiver ceux et celles qui travaillent avec vous dans vos organisations sur comment faire des choses par vous-mêmes pour vous-mêmes, et comment résoudre vos problèmes locaux par vous-mêmes. Cessez de toujours quémander, cessez de toujours tendre les mains, cessez avec des complexes d'infériorité. Transformez-vous, et transformez vos organisations en instruments de développement.*

***3. Conclusion***

*Congolaises et Congolais créatrices et créateurs d'ASBL, d'ONG, d'ONGD, et des Fondations: hommage vous soient rendus pour vos efforts qui ne sont jusque-là qu'un premier pas à faire pour le développement de votre pays. Ce n'est pas avec des petits dons, mais c'est plutôt par les travaux de vos imaginations et vos efforts propres que le développement va commencer. Transformez votre mental pour comprendre le rôle que vous, et vos organisations, vous êtes appelés à jouer en RDC. Ce rôle est de devenir model de développement afin que vos actions puissent inspirer et motiver les jeunes filles et jeunes garçons des villages, villes et cités à suivre vos exemples et vos actions de créer d'unités de production par eux-mêmes pour eux-mêmes, pour assurer leur autonomie financière, et vivre avec dignité.*

**Tongele N. Tongele, Ph.D.**
**Docteur en génie mécanique et professeur d'université aux USA**
**tongele@cua.edu**

## *Organisation Mondiale du Commerce*

# L'Union européenne soutient la candidature de Ngozi Okonjo-Iweala

L'Union européenne a choisi sa candidate pour prendre la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala. L'ambassadeur de l'UE à Genève devaiit l'annoncer officiellement ce mardi 27 octobre.

Ancienne ministre des Affaires étrangères et des Finances du Nigeria, ex-numéro deux de la Banque mondiale et **peut-être bientôt directrice générale de l'OMC**. Ngozi Okonjo-Iweala pourrait devenir à la fois la première femme, mais aussi la première personnalité africaine à prendre la tête de l'organisation.

Les 27 États membres ont mis du temps à s'entendre sur son nom. Ils sont finalement arrivés à un consensus lundi. Mais sept délégations ont quand même demandé que leur préférence pour sa rivale soit enregistrée. L'autre candidate, c'est la Coréenne Yoo Myung-hee, ancienne ministre du Commerce de la Corée du Sud.

**Un signal clair vers l'Afrique**

En tout cas, le soutien de l'Union européenne envers la Nigériane de 66 ans marque un « *signal clair à l'égard de l'Afrique et un signe de confiance mutuelle* ».

Ngozi Okonjo-Iweala assure être « *la candidate de la réforme* ». Si elle est nommée le 7 novembre 2020, l'ancienne ministre se concentrera sur deux priorités. D'abord, un accord sur les subventions à la pêche. Ensuite, le rétablissement du tribunal de l'OMC, sabordé par le président américain en décembre 2019. Son objectif est clair : montrer que l'OMC est indispensable.

## *LIBYE*

# La Turquie choisit d'ignorer l'accord militaire de Genève

**La Turquie préfère ignorer l'accord militaire de Genève signé le vendredi 23 octobre entre les deux parties libyennes opposées pour un cessez-le-feu immédiat et global. L'accord stipule notamment le départ de tous les mercenaires étrangers dans un délai de 90 jours.**

Quelques heures après la signature de l'accord militaire à Genève, le président turc a affirmé qu'il n'en tiendrait pas compte. Et son ministre de la Défense a publié les photos des membres des forces de l'Ouest libyen à l'entraînement.

**Des Libyens entraînés en Turquie**

Un geste suivi en Libye d'une déclaration de Salah Eddine al-Namrouche, ministre de la Défense au gouvernement d'entente nationale qui affirme que l'accord de Genève n'empêche pas l'armée turque de former les forces de l'Ouest libyen. Il annonce également que des dizaines de combattants poursuivent leur formation en Turquie en vertu de l'accord militaire signé avec Ankara en 2019.

Khaled al-Mishri, cet islamiste à la tête du Haut Conseil de l'État, doute de la capacité du camp Khalifa Haftar à tenir les engagements de Genève. À son tour, il affirme que les dernières résolutions ne concernent pas les accords militaires signés avec Ankara.

Or, Stéphanie Williams, l'envoyée spéciale de l'ONU, avait annoncé la suspension des entraînements sur le terrain libyen et de tous les accords militaires jusqu'à l'arrivée d'un nouveau gouvernement d'union nationale (GNA).

Par ailleurs, les ministres libyens des Affaires étrangères et de l'Intérieur étaient lundi à Doha pour signer un accord sécuritaire avec le Qatar en dépit des décisions prises à Genève. Doha et Ankara soutiennent le camp du GNA dans l'Ouest libyen. Tandis que Le Caire, Abou Dhabi et Riyad soutiennent le camp du maréchal Khalifa Haftar.

## *SOUDAN*

# Le président du Conseil souverain vante le rapprochement avec Israël

Au Soudan, le président du Conseil souverain, le principal organe de la transition, s'est pour la première fois exprimé sur la question israélienne. À la télévision nationale, Abdel Fattah al-Burhan a vanté ce rapprochement et les bénéfices que le pays allait en tirer.

Pour Abdel Fattah al-Burhan, le rapprochement avec Israël était nécessaire et devait se faire maintenant. « *La situation économique ne nous permet pas d'attendre un an de plus* », a déclaré le lieutenant-général.

Le rapprochement avec l'État hébreu et la levée prochaine des sanctions américaines devraient donc grandement **soulager le pays,** selon lui. Alors que le Soudan **subit une forte inflation,** une crise de liquidité et des pénuries, Abdel Fattah al-Burhan a estimé que l'accord allait briser l'isolement du Soudan, avec des gains économiques et politiques.

L'officier a estimé qu'une fois le compromis entériné, l'activité reprendrait. Il a prédit le retour des investisseurs, un renforcement du taux de change, une meilleure circulation des capitaux.

**Les Soudanais loin d'être tous convaincus**

Le réchauffement avec Israël crée des remous au sein de la société soudanaise. Une partie de la classe politique s'y oppose. Abdel Fattah al-Burhan répond avoir au préalable consulté la plupart des courants, ajoutant que 90 % des partis soutenaient l'initiative, y compris le National Umma Party, l'un des plus puissants.

Son leader Sadiq al-Mahdi a aussitôt réagi après l'interview. Lui qui était contre la normalisation avec Israël a semblé se radoucir, précisant qu'elle devait être entérinée par le Conseil législatif. Or, cette future assemblée n'est même pas encore constituée.

Le président du Conseil souverain a pris soin d'éteindre d'autres polémiques, niant tout chantage américain pour forcer la main de Khartoum. Le lieutenant-général a même dit qu'au final l'accord bénéficierait plus au Soudan qu'aux autres parties.

**S.N.**

## *Côte d'Ivoire*

# Riyad soutiennent le camp du maréchal Khalifa Haftar.

La Côte d'Ivoire vote ce samedi 31 octobre pour le premier tour de la présidentielle. Près de 7,5 millions de citoyennes et citoyens ivoiriens sont appelés à glisser leur bulletin dans l'urne. Ils avaient jusqu'à dimanche dernier pour retirer leurs cartes d'électeur. Mais moins de la moitié des électeurs inscrits se sont déplacés pour la récupérer. Une mobilisation faible qui pourrait s'expliquer par l'appel à la désobéissance civile et au boycott actif lancé par l'opposition.

Avec plus de 900 000 nouveaux électeurs inscrits sur les listes électorales, l'engouement populaire pour le scrutin présidentiel de cette année paraissait acquis. Mais le taux de retrait des cartes de seulement 41% semble indiquer l'inverse.

La Commission électorale indépendante a annoncé lundi 26 après-midi qu'ils ne sont que trois millions d'inscrits à avoir effectivement récupéré le précieux sésame au terme de la période de distribution des cartes.

La CEI avait effectivement constaté un ralentissement de remise des fameuses cartes. Un ralentissement qu'elle impute **aux actes de désobéissance civile** des militants de l'opposition, qui contestent toujours la légitimité de ce scrutin.

Pour Issiaka Sangaré, le secrétaire général du FPI du candidat Pascal Affi N'Guessan, ce faible taux de retrait montre que le mot d'ordre de l'opposition est respecté. Il estime même que la Commission électorale a gonflé son chiffre. La coalition d'opposition s'est réunie hier et le porte-parole a d'ailleurs appelé à étendre la désobéissance civile sur l'ensemble du territoire.

Notre désobéissance civile est pacifique et démocratique, notre objectif n'est ni de nous attaquer à qui que ce soit, ni de détruire quelque bien que ce soit. Nous appelons donc nos compatriotes à la mobilisation pour contrer Alassane Ouattara en étendant la désobéissance civile sur l'ensemble de la Côte d'Ivoire. Nous dénonçons par avance l'envoi d'observateurs pour observer une élection qui exclut tous les candidats (...).

Il reste difficile d'estimer dans quelle mesure la participation au scrutin pourrait s'en trouver affectée. Mais la CEI rappelle que les cartes attendront les électeurs dans leur bureau de vote le jour J, et que le nombre de 22 000 bureaux de vote reste inchangée contrairement à ce qu'avait annoncé le président Alassane Ouattara dans une interview à l'hebdomadaire français le *Journal du Dimanche*.

*Présidentielle américaine*

# Trump ou Biden, qui est en tête des sondages dans les États-clés ?

**L'élection présidentielle des États-Unis aura lieu le 3 novembre, et se jouera dans certains États-clés, les « swing states ». Quelle est la tendance du match entre Donald Trump et Joe Biden selon les derniers sondages ?**

**« Tout sera terminé, il quittera la présidence. Donc allez voter ».** C'est ainsi que le candidat démocrate Joe Biden incitait les citoyens américains à aller voter lors du premier débat télévisé avec son adversaire républicain Donald Trump.

La présidentielle américaine repose sur une organisation subtile : on vote dans chaque État pour un nombre de grands électeurs qui varie selon la population. Ce sont ces 538 grands électeurs qui vont ensuite élire le Président des États-Unis. Il en faut 270 pour être élu.

Autre subtilité, lorsqu'un candidat arrive en tête dans un État, il remporte les scrutins de tous les grands électeurs.

D'après les sondages de *RealClearPolitics*, site d'information spécialisé sur les sondages, Joe Biden a une avance de presque 8 points sur Donald Trump au lundi 26 octobre (50,8 % pour Joe Biden contre 42,9 % pour Donald Trump).

**L'enjeu des *swing states***

De nombreux États votent traditionnellement de manière constante pour les républicains ou les démocrates, mais d'autres, une douzaine de *swing states* varient selon les élections et peuvent faire basculer le scrutin.

Quelle est la répartition actuelle des votes selon les sondages ? Combien de scrutins sont plutôt sûrs pour les deux principaux candidats et combien de votes sont indécis?

Ce sont une douzaine d'États qui pourraient faire basculer l'élection cette année, comme la Floride, la Pennsylvanie ou encore le Winsconsin. Cela représente 181 votes à se partager.

**« Dans un État-clé, quelques dizaines de milliers d'électeurs indécis peuvent faire basculer le résultat de cet État. Ensuite, les quelques dizaines de voix de cet État peuvent faire basculer le résultat final de l'élection »**, explique Anne Deysine, spécialiste de la politique des États-Unis et professeure à l'université Paris-Nanterre.

Selon les sondages de *RealClearPolitics*, Joe Biden domine actuellement la plupart des États-clés, souvent avec un écart significatif.

Floride : l'État le plus peuplé parmi les États-clés

Avec ses 21 millions d'habitants, la Floride est l'État le plus peuplé parmi les États susceptibles de faire basculer l'élection. L'écart entre les candidats était généralement minime lors des élections précédentes. En 2016, Donald Trump l'avait emporté avec une marge de 1,2 point. En 2012, Barack Obama a gagné la Floride avec seulement 0,9 point d'écart.

Voici l'évolution des sondages en Floride, qui représente 29 grands électeurs, de début septembre au dimanche 25 octobre:

L'écart se resserre entre Joe Biden et Donald Trump depuis quelques jours.

**« En Floride, les retraités sont la population la plus importante. Les personnes de plus de 65 ans sont des électeurs qui votent beaucoup et qui votent généralement pour les républicains »**, indique Lauric Henneton, spécialiste de l'histoire et de la civilisation des États-Unis et maître de conférences à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Mais avec la mauvaise gestion de l'épidémie par Donald Trump et la vulnérabilité des personnes âgées face à l'épidémie de Covid-19, **« il sera intéressant de voir si ces électeurs vont se détourner des républicains cette année »**,

La Floride accepte de compter les votes par correspondance avant le jour de l'élection. Cela signifie qu'on pourra avoir son résultat relativement tôt dans la soirée de l'élection.

**Pennsylvanie : Biden fera-t-il mieux que Clinton ?**

Cet État a basculé dans le camp des républicains il y a quatre ans, pour la première fois depuis 1988.

Dans un reportage du *New York Times*, des habitants affirment que Joe Biden a une image meilleure chez les électeurs noirs qu'Hillary Clinton, candidate du parti démocrate en 2016. Donald Trump avait remporté cet État en 2016, avec un écart minime de 0,7 point.

La marge est significative depuis début septembre. La Pennsylvanie est considérée comme un état décisif pour l'élection.

D'après les analyses de *FiveThirtyEight*, site spécialisé dans le journalisme de données, le vote en Pennsylvanie peut en effet avoir une influence très importante sur l'issue de l'élection. Le candidat qui emportera ses grands électeurs verra sa probabilité d'être élu président augmenter fortement. Elle peut donner 96 % de chances de gagner à Joe Biden si elle devient bleue, en même temps elle peut aussi donner 84 % de chances de gagner à Donald Trump si elle devient rouge.

**Caroline du Nord : le vote des noirs compte beaucoup**

En 2008, Barack Obama a emporté l'État avec une grande mobilisation de l'électorat noir en Caroline du Nord. Cette année, avec le mouvement de Black Lives Matter, le camp de Joe Biden peut espérer une autre mobilisation des électeurs noirs.

**Ohio : un des rares États-clés en rouge**

Dans les sondages actuels, la plupart des États-clés montrent une tendance prodémocrate. Mais dans l'Ohio, c'est Donald Trump qui est donné en tête. Il avait gagné cet État avec un écart de 8,1 points en 2016.

**Wisconsin : un écart large**

En 2008 et 2012, Barack Obama a remporté le Wisconsin avec de larges écarts de respectivement 12 et 8 points. L'État semblait acquis à Hillary Clinton en 2016, mais au final Donald Trump l'a emporté avec un écart de 0,7 point. Pour l'instant, Joe Biden est donné en tête.

Depuis septembre, on constate un écart de presque 5 points entre Joe Biden et Donald Trump.

**Michigan : le retour aux démocrates avec Joe Biden ?**

Donald Trump a emporté le Michigan en 2016 avec une toute petite avance de 0,3 point. La chute du parti démocrate était spectaculaire cette année-là, Hillary Clinton ayant perdu 7 points de soutien par rapport à Barack Obama en 2012.

En 2018, la démocrate Gretchen Whitmer est devenue la nouvelle gouverneure du Michigan. Cela pourrait préfigurer un retour en grâce du vote démocrate.

**Une surprise possible ?**

**« On ne sait pas à quel point les sondages reflètent la réalité »**,prévient Lauric Henneton, et l'issue de l'élection n'est certainement jouée dans les sondages.

« **Les sondages actuels montrent bien un écart large vers Biden, mais il faut faire attention en regardant les courbes. Car un sondage est un instrument qui montre le présent et qui ne prévoit pas forcément l'avenir. »**, alerte Lauric Henneton.

Selon le comptage du US Elections Project, huit jours avant l'élection, plus de 60 millions des électeurs américains ont déjà déposé leur scrutin, par correspondance ou en personne. Un record à cause de la pandémie, mais aussi un signe de la mobilisation forte des électeurs américains. On saura à partir du 4 novembre à quel candidat cela a profité.

**Ouest-France**

# La Belgique submergée par le coronavirus !

Alors que la Belgique ne s'accorde pas sur des mesures communes et uniformes pour lutter contre le coronavirus, chaque région imposant ses propres règles, les chiffres officiels publiés par Sciensano et le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies sont précis et sans appel. Tous les indicateurs sont dans le rouge.

**Record d'hospitalisations en une journée**

Un nombre record d'admissions à l'hôpital de patients atteints du coronavirus a été atteint avec 689 malades ces 24 dernières heures en Belgique. Le précédent record remonte au 28 mars lorsque 629 admissions avaient été recensées, a indiqué mardi soir le virologue Steven Van Gucht, sur la base du rapport quotidien établi par les différents hôpitaux du pays.

Dans le même laps de temps, 469 personnes ont pu quitter l'hôpital. « La situation est fort inquiétante. Nous devrions adapter notre comportement et le faire immédiatement. Les prochains jours et semaines vont être très lourds pour les hôpitaux », commente M. Van Gucht.

**Nombre total d'hospitalisations : pic prévu mercredi ou jeudi**

Actuellement, 5.554 patients Covid sont soignés à l'hôpital. Le pic du 6 avril dernier, lorsque 5.759 personnes étaient hospitalisées pour le coronavirus, n'est donc plus très loin. Il pourrait être franchi mercredi ou jeudi, prédit M. Van Gucht.

Dans le même laps de temps, 469 personnes ont pu quitter l'hôpital. « La situation est fort inquiétante. Nous devrions adapter notre comportement et le faire immédiatement. Les prochains jours et semaines vont être très lourds pour les hôpitaux », commente M. Van Gucht.

**Nombre total d'hospitalisations : pic prévu mercredi ou jeudi**

Actuellement, 5.554 patients Covid sont soignés à l'hôpital. Le pic du 6 avril dernier, lorsque 5.759 personnes étaient hospitalisées pour le coronavirus, n'est donc plus très loin. Il pourrait être franchi mercredi ou jeudi, prédit M. Van Gucht.

**Patients en soins intensifs : la capacité maximale en voie d'être dépassée**

En moyenne, les patients restent 7 à 8 jours à l'hôpital. Entre 10 et 15 % doivent passer par les soins intensifs. Aujourd'hui, 911 patients se trouvent dans cette section. Là aussi, le record de la première vague, 1.285 patients le 8 avril dernier, est proche. Le cap du millier de malades devrait être franchi cette semaine encore. « Si les chiffres ne baissent pas et qu'on conserve la tendance actuelle, nous allons dépasser la capacité maximale en unités de soins intensifs d'ici la mi-novembre », entrevoit le virologue. Le Soir

LINAFOOT - D1

# Mazembe - Maniema Union renvoyé à jeudi

Une première partie de la délégation des Corbeaux est rentrée à Lubumbashi ce lundi 26 octobre soir. La suite a regagné le fief mardi en fin de soirée. C'est dans le cadre de la rencontre TPM-Maniema Union reprogrammée le jeudi 29 octobre que 19 joueurs - ceux qui étaient sur la feuille de match de DCMP à l'exception de Glody LIKONZA - sont vite rentrés dans la capitale cuprifère.

Sorti sur blessure face à DCMP au bout de 7 minutes, Glody LIKONZA est resté à Kinshasa pour passer des examens supplémentaires. Le milieu de terrain a blessure ouverte au genou. Il a passé une radio ce lundi et le staff technique attend les résultats avant de fixer son protocole des soins. Pour sa part, l'attaquant guinéen Moustapha KOUYATE non convoqué lors de DCMP-TPM pour une légère douleur à la cuisse, récupère bien et devrait être du groupe des joueurs attendus à Lubumbashi mardi soir.

Le staff technique a pris 19 joueurs pour préparer la réception de Maniema Union au programme du jeudi à Kamalondo. Avec ce calendrier très serré, Dragan CVETKOVIC n'a pas de temps à perdre dans la préparation spécifique compte tenu des six points perdus en quatre rencontres. Le staff technique reste confiant et optimiste en ce de début de saison. Il a bon espoir que la mayonnaise prendra forme très bientôt...

**avec tpmazembe.com**

# Vidiye Tshimanga: «Je reste imanien et je vais continuer à contribuer à ma manière»

Le président de la coordination de Daring Club Motema Pembe (DCMP) a fait une mise au point ce lundi 26 octobre 2020 autour de sa démission de la tête de ce club engagé dans le championnat national, Vodacom Ligue 1.

Il indique que sa démission laisse libre cours à tous les imaniens amoureux du club et capable de venir prendre la gestion afin de gérer, mais, promet-il, « le titre de président ne me dit rien, ce qui est important pour moi, c'est d'être imanien. Et être utile à ma manière pour cette équipe ». « *Le Dcmp ne se bat pas seulement contre ses adversaires, mais aussi contre ses propres frères imaniens qui ne visent que les intérêts égoïstes. C'est ce qui est regrettable. Le dépôt de ma lettre de démission est une attitude d'humilité pour permettre à tous les imaniens de se réunir autour d'une table afin de réfléchir sur les problèmes qui minent les clubs* », fait savoir Vidiye Tshimanga, président de la coordination de DCMP Imana.

Concernant son avenir, Tshimanga souligne qu'il va continuer à être prêt du club pour apporter un changement nécessaire. «*Je reste imanien et je vais continuer à contribuer à ma manière comme je le faisais avant de reprendre l'équipe. Concernant les dettes et les sanctions de la FiFA, j'ai été surpris d'abord par ces dettes, mais il y a aussi un sabotage. Parmi les passifs du club que j'ai hérités, les dettes de l'équipe n'ont été alignées. J'ai été étonné par le nombre de dettes en un seul moment. Que faire ? Sur les huit sanctions, 5 ont été apurées. C'est vrai qu'il y a eu un dysfonctionnement à mon arrivée, petit à petit, nous essayons de mettre tous les moyens pour relever le niveau* ».

Répondant à son projet de trois ans à la tête de l'équipe la plus titrée de la RDC, il souligne que « c*'est un projet de trois ans, peu importe le poste que je vais occuper, je ferai en sorte que ce projet arrive à son objectif de maturité. Le TP Mazembe l'a prouvé qu'avec un centre de formation on peut moins recruter à l'extérieur. En RDC, les jeunes talents sont partout. Il suffit juste un encadrement adéquat. Et nous travaillons pour ça* », rassure Vidiye Tshimanga qui est à sa deuxième saison à la coordination du club vert blanc de la capitale.

**Onassis Mutombo**
**MEDIA CONGO PRESS**

# Dark Kabangu, le «Mister» but du Daring

Dark Kabangu brille de mille éclats en ce début de championnat. Affilié la saison dernière mais peu utilisé, Dark est revenu avec plus de lumière et contredit son prénom tiré de l'anglicisme (Dark = sombre). C'est lui qui porte le Daring Club Motema Pembe criblé de problèmes et dont la forme est toujours remise en doute. L'ancien attaquant du FC MK est l'homme qui a marqué tous les buts des Immaculés cette saison. Il va falloir fouiner dans la bibliothèque de la Linafoot pour retrouver le dernier joueur à avoir accompli pareil exploit. Le Daring Club Motema Pembe a déjà livré 5 matchs, a marqué au moins au cours de 3 matchs. Un total de 5 buts, tous signés Dark Kabangu.

L'attaquant Imanien survole la forme collective de son club, inquiétante jusqu'ici malgré les quelques bons résultats. Alors que Daring peine à retrouver son véritable niveau, Dark Kabangu

est déjà le meilleur buteur de l'édition courant du championnat. C'est lui qui permettait au Daring Club Motema Pembe d'arracher un nul (2-2) devant le RCK lors de la première journée. C'est encore lui qui a claqué un doublé pour offrir au Daring son unique victoire jusque-là, face au FC Renaissance 2-1). Le dimanche face au TP Mazembe, Dark Kabangu, encore lui a battu Sylvian Gbouhou et donnait de l'avance aux Immaculés, qui seront rejoints au score une minute plus tard.

Après le départ de l'inaltérable Vinny Bongonga, le Daring Club Motema Pembe semble avoir trouvé en Dark Kabangu, l'interprète d'une mission de remplacement, abrupte au départ. Le joueur passé par le MK FC où il a remporté la Coupe du Congo à deux reprises (2013, 2014), se refait la santé en championnat national. Son début de saison est tonitruant et l'espoir de retrouver la sélection peut naître secrètement. Nous n'en sommes pas encore là. Le Daring lui profite de temps béni que traverser son attaquant pour couvrir sportivement, ses failles apparentes. Dark Kabangu c'est le Mister but de cette Ligue Nationale de Football, personne ne marque plus que lui jusqu'ici.

**Isaac B'ampendee**

Ligue des Champions

# Mazembe et V.Club exemptés du tour préliminaire

La liste des clubs qualifiés pour les coupes africaines interclubs (Ligue des Champions et Coupe de la Confédération) est connue depuis cette semaine. La RDC enverra son champion, Mazembe, et l'AS VClub en C1 et Maniema Union et DCMP en C2. Pour la Ligue des Champions, une petite révolution devrait enchanter les clubs congolais, surtout l'AS VClub.

Sur les 54 clubs qualifiés pour l'édition 2020-21, 10 d'entre eux seront épargnés par le passage au Tour préliminaire. Parmi ces clubs, ceux actuellement en lice pour remporter l'édition 2019-20 (Al Alhy, Zamalek et Raja Casablanca) et certains clubs champions de leur pays (Espérance de Tunis, Mamelodi Sundowns, Horoya, Primeiro do agosto). Contrairement aux éditions précédentes, seul le vainqueur de la Linafoot passait le Tour préliminaire, les deux clubs congolais sont exemptés de ce tour.

Les dix clubs exemptés du Tour préliminaire en Ligue des Champions :

Wydad AC
Al Ahly SC
Espérance Tunis
TP Mazembe
Zamalek SC
Mamelodi Sundowns
Raja Club Athletic
Horoya AC
AS Vita Club
Primeiro de Agosto

**Iragi Elisha**

Coordination TPM : échos de la section tennis

# L'shi: bientôt un cercle de tennis au golf Plateau!

L'heure est à la mise en place et l'installation effective des différentes sections. Après l'élection du nouveau comité du Tennis Club TPM, les animateurs de cette structure ont été reçus par le Chairman le week-end dernier à Lubumbashi. Voici les grandes lignes de cette première entrevue.

D'entrée, le président de la section a pris la parole pour donner les points à l'ordre du jour de la rencontre. Il a profité de l'occasion pour remercier le Chairman Moïse KATUMBI de sa disponibilité malgré son agenda chargé. Ensuite, il était question de la présentation individuelle avec une priorité donnée aux féminines. Dans son speech, le président de la section Tennis a présenté le projet de société au numéro un de la coordination, à savoir : le recrutement de joueurs de tous les âges (déjà en cours), les affiliations aux différentes entités, l'abonnement massif pour les joueurs au Cercle Kilima, la réhabilitation des deux terrains du dit Cercle, le projet d'achat de terrain pour la construction du Cercle du club.

Nono DILUNGIDI a, par la même occasion, demandé au Chairman de confier à la Section Tennis les différents centres de formation que lui et son épouse, Mme Carine KATUMBI, ont créé et continuent à encadrer.

Devant un programme aussi complet, le Chairman a félicité le comité élu pour les efforts ainsi consentis pour l'encadrement de la jeunesse congolaise. Il s'est particulièrement réjoui de l'auto-prise en charge du comité dont la santé financière est saine grâce aux cotisations et dons de ses membres. Il a offert à la Section le terrain appelé "Nouveau local de Mazembe" sur le Boulevard Moïse KATUMBI au Plateau Karavia pour que soit érigé le Cercle de Mazembe Tennis. Pour finir, il a prodigué un conseil très important au comité en une phrase : « Restez unis pour espérer obtenir des très bons résultats et aller de l'avant », cela avant de leur souhaiter bonne chance !

Le Chairman Moïse KATUMBI a promis de faire venir des coaches d'Europe et d'Afrique du Sud pour former les entraîneurs de la Section Tennis. tpmazembe.com

# V.Club: Papy Tshishimbi pour remplacer Yannick Bangala

Ancien capitaine de Young Africans de la Tanzanie, Papy Tshishimbi vient de s'engager officiellement avec l'As Vita club de Kinshasa.

Depuis dimanche 25 octobre dernier, le club de la capitale congolaise a annoncé cette nouvelle sur les réseaux sociaux. Le montant et la durée du transfert n'ont pas été dévoilé.

Ce nouveau renfort intervient au lendemain du départ du défenseur central congoloais, Yannick Bangala pour la formation de "FAR" (D1 marocaine.

Il sied de noter que Papy Tshishimbi est également ancien

milieu défensif de Mbabane Swallows du Swaziland. Et pourra apporter un plus sur la ligne défensive des "Bana Vea".

**Cedrick Sadiki Mbala**

# Union sacrée de la nation : une gageure !

**Les consultations de Fatshi ont du plomb dans l'aile. Annoncées dans son adresse à la nation le vendredi 23 octobre 2020, les consultations que compte entreprendre le chef de l'Etat sont encore au point mort. Raison, elles ont suscité des réactions dans tous les sens au point que le doute s'installe quant à l'atteinte de l'objectif poursuivi. A savoir, l'apparition d'une nouvelle configuration du parlement et du gouvernement.**

Dans des mots à peine voilés, le chef de l'Etat a accusé son allié à la coalition au pouvoir de jeter des peaux de banane sous ses pieds mais aussi des bâtons dans ses roues. En conséquence, Félix Tshisekedi en a ras-le-bol, raison pour laquelle il a, dans son discours de vendredi passé, dit son intention de créer une union sacrée pour la nation. Cette structure, qui n'est pas une nouveauté en Rd-Congo, devra élargir le champ des partenaires aux exclus du tandem Fcc-Cach mais aussi aux mécontents de l'alternance intervenue en 2019. Le chef de l'Etat a compris que son attelage était dans une mauvaise passe et qu'il ne servait à rien de continuer à faire semblant d'avancer. Aussi s'est-il repenti devant la nation avec la promesse de repartir du bon pied. Les consultations qu'il a annoncées ne sont rien d'autre que cette volonté d'ouverture en vue d'un nouvel élan qui inclurait la majorité des forces politiques et sociales du pays.

Formé à la bonne école de la démocratie ( Fatshi est le fils d'Etienne Tshisekedi considéré à juste titre comme le père de la démocratie congolaise), le successeur de Joseph Kabila vient de se rendre à l'évidence que la politique de l'exclusion ne payait pas, quel que soit le cas de figure. Il a réalisé qu'il a été entrainé sur une mauvaise voie par des partenaires politiques de circonstance, partisans du pouvoir pour le pouvoir qui donne accès à l'enrichissement facile, illicite sur fond de l'impunité et de la corruption. Comment pouvait-il mettre en œuvre son programme de gouvernance tant qu'il évolue allègrement avec des alliés au pouvoir qui se complaisent dans les antivaleurs érigées en mode de fonctionnement institutionnel ? Il était donc temps qu'il se ressaisisse et fasse amende honorable. Il en a fait une description sans ambages dans son adresse à la nation le week-end passé. Seulement voilà.

D'aucuns, après analyse du discours de Fatshi, y décèlent des limites ou des faiblesses quant à sa capacité à aller jusqu'au bout de sa démarche qui, comme il le dit lui-même, n'exclurait aucun cas de figure. Un euphémisme qui sous-entend la dissolution de l'Assemblée nationale que la majorité de la population attend toujours. Or, dissoudre la chambre basse du parlement suppose l'organisation de nouvelles élections dans les 90 jours qui suivent. A-t-on les moyens de le faire ? Qui va organiser ces scrutins, est-ce la Ceni de Corneille Nangaa, dont le mandat est épuisé et que l'on n'arrive pas à remplacer, ou le ministère de l'Intérieur dans le cas d'un recours ultime ? Ce questionnement est loin d'être exhaustif. Par ailleurs, le Fcc n'a pas caché sa désapprobation de la démarche de Fatshi en promettant de tout mettre en œuvre pour empêcher sa concrétisation.

A Kingakati, les réunions se multiplient pour resserrer les rangs et contrer un éventuel débauchage qui ouvrirait la voie à la constitution d'une nouvelle majorité parlementaire à l'Assemblée nationale au cas où Fatshi désignerait un informateur. D'autres sources estiment que l'initiative serait plombée du fait que le chef de l'Etat ne se serait pas encore assuré le contrôle total des forces armées et de sécurité. Nos sources invoquent ce qui se passe dans l'ancien Katanga et dans l'Est. Selon celles-ci, Joseph Kabila et ses gens se seraient préparés à l'avance pour parer à toute éventualité. Qu'est-ce à dire ? Que tout peut arriver, surtout le pire, à moins que les Américains ne s'impliquent pour éviter l'hécatombe.

L'autre écueil sur la voie de la constitution de l'union sacrée pour la nation c'est l'expectative qui s'observe dans les différents états-majors politiques et de la société civile. Tous, sans le dire ouvertement, seraient très intéressés par la part du gâteau qui leur sera réservée dans la nouvelle configuration des institutions du pays. Bref, l'union sacrée pour la nation, ce n'est gagné d'avance. Au contraire, cela prendra du temps, voire beaucoup de temps. Les consultations seraient peut-être les bienvenues dans le contexte actuel de crise mais elles ne peuvent pas annihiler les ambitions des uns et des autres en rapport avec les échéances électorales prochaines. L'initiative est belle, soutenable dans une large mesure, mais elle demeure une gageure.

**LR**

***Manifeste de Brazzaville***

# Félix Tshisekedi appelle à la solidarité Africaine pour combattre les forces terroristes dans la partie Est de la RDC

Le président de la République Félix Tshisekedi a lancé un vibrant appel à l'engagement et à la solidarité africaine afin d'éradiquer les forces négatives et terroristes qui sèment la désolation dans la partie Est de la république démocratique du Congo.

Ce plaidoyer a été fait du haut de la tribune du Palais de Congrès de Brazzaville, à l'occasion du colloque sur les 80 ans du Manifeste de Brazzaville, capitale de la France Libre qui s'est ouvert ce mardi 27 octobre 2020.

Dans son discours, Félix Tshisekedi a indiqué que la RDC, son pays, partage aussi l'histoire commune de cette commémoration .

« *Le Congo Belge n'était pas en reste à ce qui se passait en Afrique Équatoriale Française*. Pour illustrer cette solidarité à ce combat, le Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a rappelé que le Général de Gaulle s'était exprimé à partir de la Radio de Léopoldville pour déclencher la résistance.

Pour lui, le Congo fut le premier pays étranger à recevoir le Général de Gaulle comme un Chef d'Etat.

Le Président Denis Sassou Nguesso, haute du colloque a relevé que le manifeste de Brazzaville est le point de départ du processus de décolonisation des pays africains. Ainsi, Brazzaville se rallia à la cause de la France Libre.

Dans son allocution, le Président Sassou Nguesso a aussi affirmé que pour tout ce que l'Afrique a donné au monde et particulièrement à l'Europe, elle merite une place en tant que membre du conseil de sécurité des Nations-Unies avec droit de véto.

De son côté, le patron de la diplomatie française, Jean Yves Ledrian a reconnu que Brazzaville est parmi les lieux de mémoire qui compte pour son pays car, il ya 80 ans, le sort de son pays y était décidé.

«*Nous vous devons une partie de notre souveraineté* », a-t-il déclaré.

Invités à cette activité mémorielle de l'histoire franco- africaine, quelques personnalités ont pris part à ces commémorations, notamment, les Presidents de la RDC, du Tchad, de la RCA, les premiers ministres du Gabon et du Cameroun ainsi que le Ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, ainsi que la secrétaire général de l'OIF et le président de la fondation Charles de Gaulle.

**cas-info.ca**